



HAL
open science

La compétence des partis et le vote

Isabelle Guinaudeau

► **To cite this version:**

Isabelle Guinaudeau. La compétence des partis et le vote. Florent Gougou; Vincent Tiberj (dir.). La déconnexion électorale: un état de la démocratie française, Fondation Jean Jaurès, pp.79-85, 2017. hal-01618098

HAL Id: hal-01618098

<https://hal.science/hal-01618098>

Submitted on 11 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Isabelle Guinaudeau

Pour le chercheur américain John Petrocik⁷³, l'issue des élections dépend en grande partie du niveau de compétence perçu des différents partis ou candidats sur les grands problèmes du moment. L'enjeu serait donc de convaincre de son investissement et de sa compétence sur les thèmes principaux de la campagne, tout en s'efforçant de focaliser les débats sur ses enjeux de prédilection. Les électeurs français perçoivent-ils des différences d'aptitudes des partis politiques, et sur quelles questions ? À quel parti les enjeux qui ont été à l'agenda pendant la campagne pour les élections régionales de décembre 2015 ont-ils profité ? Ce chapitre propose un premier éclairage sur ces questions, à l'aide des données de l'enquête post-électorale « Régionales 2015 ».

Des profils de compétence variés

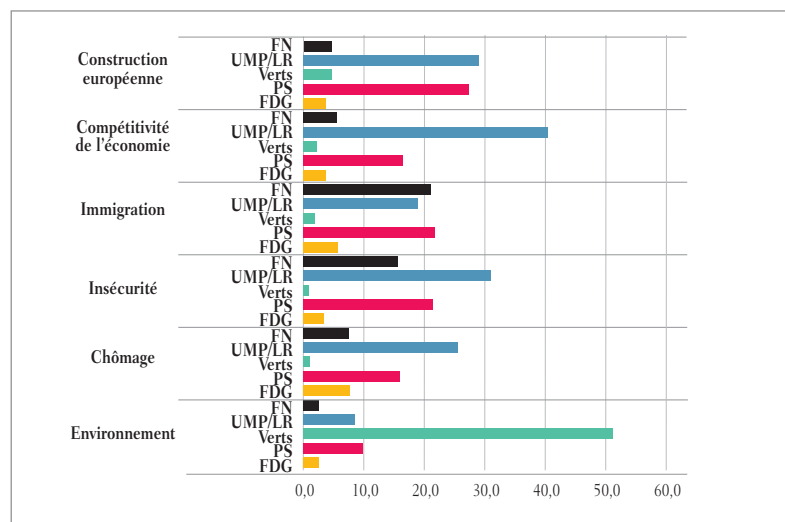
L'enquête demandait aux personnes interrogées de citer le parti politique qu'ils jugent le plus capable de s'occuper de plusieurs problèmes : le chômage, la compétitivité de l'économie, l'environnement, la sécurité, l'immigration et la construction européenne. Les réponses brossent un tableau assez négatif : sur chaque problème évoqué, entre 20 et 25 % des enquêtés estiment qu'aucun parti n'est compétent. Cette proportion grimpe au niveau impressionnant de 38 % en matière de chômage : les partis ne parviennent visiblement plus à convaincre de leur capacité d'action sur ce thème phare des campagnes électorales, qui a fait régulièrement l'objet de promesses ambitieuses qui n'ont pas été tenues. Nicolas Sarkozy s'était par exemple engagé en 2007 à atteindre le plein emploi, puis François Hollande avait annoncé une inversion de la courbe du chômage avant l'année 2013.

73. John Petrocik, « Issue Ownership in Presidential Elections, with an 1980 Case Study », *American Journal of Political Science*, 40(3), p. 825-850, 1996.

Le crédit limité accordé aux élites politiques se traduit par l'évocation spontanée des « gouvernants » (partis, gouvernement, président notamment) par près de 15 % des enquêtés lorsqu'on les interroge sur le problème « le plus important en France », souvent en soulignant leur manque de compétence et leur déconnexion du terrain et des citoyens.

Malgré tout, 90 % des répondants nomment un parti comme plus compétent que les autres sur au moins deux thèmes sur six. La figure ci-dessous montre qu'il existe des différences intéressantes dans la compétence attribuée aux différents partis. Le cas le plus clair de propriété d'enjeu est celui de l'environnement, sur lequel plus de la moitié (52%) des répondants considèrent EELV comme le parti le plus compétent – le PS arrive deuxième, cité par à peine 10 %. Les Républicains apparaissent comme prédominants lorsqu'il s'agit de la compétitivité de l'économie française (identifiés comme les plus compétents par presque 41 % des personnes interrogées), de l'insécurité (31 %) et du chômage (26 %), des thèmes sur lesquels ce parti parvient à creuser un écart substantiel avec les autres. En revanche, aucun parti ne « possède » l'enjeu de la construction européenne, ni celui de l'immigration.

Les partis les plus compétents sur différents enjeux



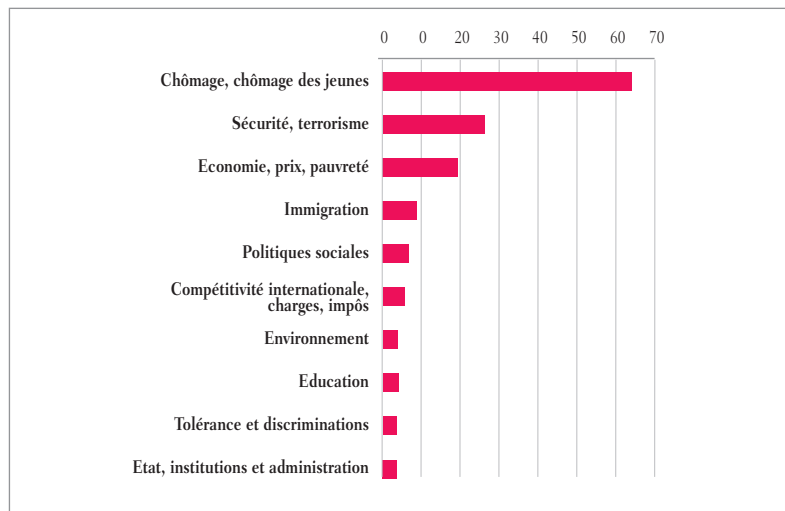
On aurait pu s'attendre à ce que le Front national, particulièrement investi sur les thématiques liées à l'immigration, soit parvenu à se faire associer spontanément à ce sujet – pour John Petrocik, la propriété d'enjeu dépend en effet des problèmes à l'origine de la création du parti et constitutifs de son idéologie, de son investissement à long terme et de son bilan à court terme. S'il s'agit bien du thème pour lequel le FN est le plus cité comme le parti le plus compétent, avec 21 %, il fait jeu égal avec le PS (22 %) et LR (19 %). L'immigration n'est pas qu'une question de compétence : elle oppose électeurs et candidats sur des valeurs. Parmi ceux qui ne sont « plutôt pas d'accord » ou « pas d'accord du tout » pour dire qu'« il y a trop d'immigrés en France », 36 % citent le PS comme le plus capable en matière d'immigration (et moins de 5 % le FN). Parmi ceux qui sont « tout à fait d'accord » avec cette proposition, plus de la moitié citent le parti de Marine Le Pen.

Dans une perspective de propriété d'enjeu, les Verts avaient clairement à gagner à ce que la protection de l'environnement soit politisée, tandis que Les Républicains semblaient en mesure de capitaliser sur une campagne axée sur la compétitivité de l'économie et, dans une moindre mesure, l'insécurité (ils ont une avance sur le problème du chômage, mais la majorité des électeurs ne les estiment pas compétents). La situation semblait plus compliquée pour le Front de gauche, qui n'est pas souvent cité comme compétent, et pour le PS, qui ne domine les autres partis sur aucun sujet.

Les enjeux à l'agenda

Quels étaient les enjeux que les électeurs avaient en tête en entrant dans l'isoloir ? Correspondaient-ils aux domaines de prédilection des partis politiques ? En réponse à une question ouverte sur les deux problèmes les plus importants pour la France, 65 % des enquêtés citent le chômage en première ou en deuxième place (figure page suivante). Ce problème, doublé des autres thématiques économiques liées à la croissance, au pouvoir d'achat et à la pauvreté (citées par près de 20 %), reste au premier rang des préoccupations des Français depuis plusieurs décennies et cette priorité s'est confirmée ces dernières années, dans le contexte de la crise ouverte en 2007-2008.

Les thèmes les plus cités parmi les deux problèmes les plus importants en France



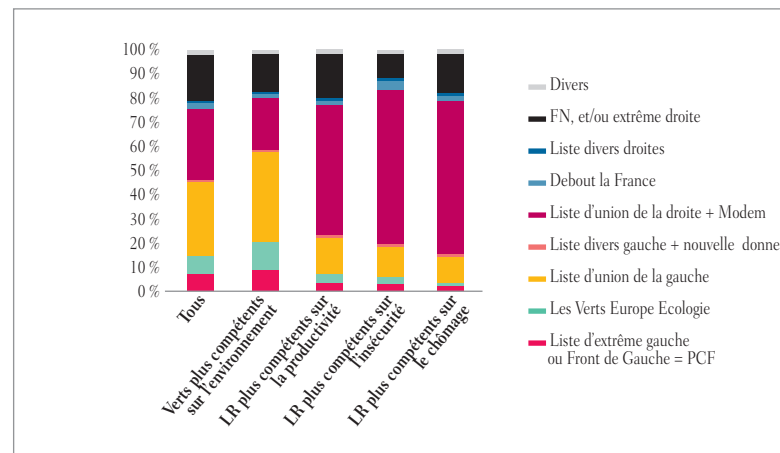
La sécurité intérieure arrive en deuxième place : elle est citée par plus d'un quart des enquêtés, une proportion relativement importante reflétant une tendance lourde, mais aussi des préoccupations catalysées par les attaques terroristes de l'année 2015. Ces priorités sont susceptibles d'avoir joué en faveur des listes menées par Les Républicains, qui pourraient avoir aussi bénéficié de la saillance des questions liées à la compétitivité des entreprises, qui font partie du top-10.

Les autres thèmes évoqués le sont par moins de 10 % des enquêtés : l'immigration (9 %), les politiques sociales (6 %), l'environnement, l'éducation et les discriminations (tous cités par 4 %) et les questions institutionnelles et administratives, qui préoccupent 3,5 % des personnes. Parmi les thématiques de protection environnementale, on trouve beaucoup de mentions du changement climatique, qui a fait l'objet d'une couverture médiatique européenne fournie début décembre 2015 dans le contexte de la conférence COP21 organisée à Paris par les Nations unies. Ce *timing* pourrait avoir profité aux écologistes.

Propriété d'enjeu et vote

Un électeur a des chances de voter pour le parti qu'il juge le plus compétent sur le(s) problème(s) le(s) plus important(s) à ses yeux. Ainsi, la crédibilité différenciée des partis politiques français sur les enjeux les plus saillants au moment de l'élection est susceptible de se traduire dans les décisions de vote. Une première exploration bi-variée confirme l'association entre propriété d'enjeu et vote. Comme le montre la figure ci-dessous, les répondants sont bien plus nombreux à avoir voté pour les écologistes, mais aussi pour des listes divers gauche et extrême gauche, parmi ceux (très nombreux) qui estiment que les Verts sont les plus compétents en matière de protection de l'environnement. De façon plus impressionnante encore, la proportion de votes en faveur des listes divers droite est considérablement supérieure parmi ceux qui considèrent Les Républicains comme le parti le plus compétent sur les problèmes de compétitivité, d'insécurité et de chômage.

Le vote au premier tour des régionales selon la compétence attribuée aux partis



En dépit de cette association assez forte, il reste difficile d'estimer l'effet des considérations liées à la compétence des partis politiques sur l'issue des élections régionales. L'évaluation de la compétence est

probablement influencée, au même titre que la décision de vote, par la proximité partisane de l'enquêté : un sympathisant du PS aura par exemple tendance à mieux évaluer la capacité de ce parti (et à voter pour lui). On peut donc se demander ce que changent les considérations liées aux enjeux par rapport à la proximité partisane. En outre, nous savons que le vote répond à un ensemble de facteurs plus large et que le poids des enjeux et de la compétence doit être mis en perspective en tenant compte de ces autres paramètres. Afin de mieux évaluer ce poids, nous avons réalisé une analyse de régression logistique visant à expliquer le vote pour une liste d'union de droite et pour une liste d'union de gauche, en tenant compte des enjeux prioritaires de l'électeur.

Nos résultats confirment que le facteur principal du vote reste la proximité partisane. Cependant, même en tenant compte de ce facteur et d'autres déterminants classiques du vote (intérêt pour la politique, âge, diplôme), certaines préoccupations sont associées à des propensions différentes à voter à gauche et à droite. Ainsi, les électeurs pour qui l'économie est le problème prioritaire votent plus pour les listes de droite, tandis que ceux qui s'inquiètent des discriminations (des femmes, des minorités ethniques) votent plus pour les listes de gauche. Le vote de gauche semble aussi catalysé par les préoccupations relatives au système politique et aux partis, qui recouvrent de nombreuses références à l'émergence du Front national, ainsi que par celles qui ont trait à la préoccupation de l'environnement (dont l'effet n'est pas tout à fait significatif cependant).

Conclusion

Nombreux sont les électeurs français qui déplorent le manque de compétence des élites politiques. Nous avons vu que cette perception est particulièrement négative dans le domaine du chômage, peut-être du fait de la succession de promesses électorales non tenues sur ce sujet. Pourtant, l'enquête de décembre 2015 montre que certains partis politiques parviennent à convaincre les électeurs de leur compétence (au moins relative), comme les écologistes sur les questions de protection de l'environnement, et Les Républicains sur les questions de compétitivité

économique et de sécurité. Si la proximité partisane reste prépondérante pour expliquer le vote, certains de ces enjeux influencent le vote pour les listes de gauche comme de droite.

Les écologistes et Les Républicains semblent en meilleure mesure de capitaliser sur cet effet électoral des enjeux de politique publique que le Front de gauche, le PS et le FN, qui ne sortent du lot, aux yeux des électeurs, sur aucun sujet. Ainsi, la poussée du parti de Marine Le Pen ne résulte pas d'un vote sur enjeu au sens de John Petrocik et, malgré son score élevé, il ne semble pas être parvenu à ce jour à s'établir comme un parti de gouvernement crédible.